

DIX MILLIARDS D'HABITANTS SUR LA PLANÈTE EN L'AN 2050

"Bombe" démographique et sous-développement éthique

Jacques Decornoy

www.monde-diplomatique.fr, 1994

LA technique du salami a-t-elle pour but de sérier les problèmes pour mieux les appréhender, ou de les séparer pour éviter de s'interroger sur leurs interactions ? La question est en apparence malvenue lorsqu'elle a trait aux conférences mondiales qui se succèdent : à Rio-de-Janeiro, l'accent ne fut-il pas mis, en juin 1992, sur les liens entre environnement et développement ? La mission de la conférence internationale sur la population et le développement du Caire, en septembre prochain, n'est-elle pas de réfléchir sur les rapports entre démographie et développement ? Et comment imaginer thème plus "englobant" que celui inscrit à l'ordre du jour du sommet mondial sur le développement social de Copenhague, en mars 1995 ?

Ce découpage en tranches de la réalité n'aide pourtant guère à la formulation d'un constat lucide, faute de quoi les solutions imaginables demeurent, au mieux, fragmentaires. A Rio, le phénomène démographique fut gommé et, alors que les négociations du GATT filaient vers leur conclusion, il n'y fut pas question des relations entre environnement, libre-échange, flux monétaires, politiques d'investissement, budgets militaires, choix scientifiques. Tous thèmes qui ne sauraient, en bonne logique, être absents du discours sur la population.

Comment, surtout, faire l'impasse sur ce nécessaire préambule : quel sens donner à la notion de développement ? "Dans quelle mesure, s'interroge Michel Loriaux, le concept "intégrer population et développement" repose-t-il lui-même sur des fondements théoriques solides, ou n'est-il pas plutôt largement sous-tendu, comme le concept de développement, par des considérations idéologiques dominantes (1) ?" Et le même auteur de se montrer iconoclaste et de se demander si la notion, désormais répandue, de "développement humain" n'est pas "une façon de plus de déguiser l'économisme dominant en le parant d'une nouvelle bonne conscience" .

Si le reproche peut difficilement être fait aux auteurs du désormais annuel Rapport mondial sur le développement humain (2), il reste vrai que la réflexion publique sur le sujet demeure comme frappée d'interdit : l'évidence ne se discute pas. Nous vivons dans un monde qui tend officiellement vers un seul "idéal" : celui des pays riches. Hypermilitarisés, maîtres des taux de change, des flux monétaires, des cours des matières premières, de l'espace, des décisions d'investissement, du pouvoir scientifique, des institutions internationales, allant certes de "crise économique" en "crise sociale", ils sont avant tout "développés". Les autres ? Ils sont "sous-développés", ou "en voie de développement", parfois en "voie de sous-développement". Les pays du Nord sont le seul critère qui vaille, et, de ce fait, il ne mérite guère examen.

Mettre en place des politiques intégrant la donnée démographique devrait pourtant amener à rompre avec ces schémas établis. "Ce n'est pas la population qui doit être intégrée au développement, écrit encore Michel Loriaux, mais d'abord le développement qui doit être intégré à la population (...). C'est toute la philosophie du développement autogéré qui est en cause : les citoyens des pays en

développement doivent accéder progressivement à la maîtrise de leur destinée collective, car il y a peu de chances qu'un développement durable s'installe s'il est seulement exogène (3) ." Ce qui conduit à l'affirmation du primat de la pluralité des voies - tout le contraire du mouvement en cours. Fausse note, assurément, dans la symphonie du nouveau monde intégré devenue la scie obligée de l'assourdissant concert "global".

Le concept de population se nimbe lui-même d'un flou bien utile à qui veut noyer l'analyse : population = démographie = explosion = impossibilité d'assurer une croissance rapide (la croissance étant elle-même assimilée au développement), et donc l'accès à toutes les communes richesses (puisque croissance = démocratie et justice). Non que des problèmes planétaires ne se posent dans ce domaine, nous y reviendrons. Mais ces généralisations abusives conduisent à éviter certaines constatations d'autant plus embarrassantes, pour le dogme de l'époque, qu'elles mettent à mal les assurances univoques.

Car braquer de façon excessive le projecteur sur le "poids démographique" comme explication fondamentale des crises présentes et à venir permet d'éviter de prendre en considération les cas, nombreux, de destruction des environnements humain et naturel là où, justement, vit une population très faible, trop faible sans doute pour résister à des forces extérieures qui imposent leur loi. A preuve l'Irian-Jaya indonésien (4). A preuve en Amérique latine, et notamment dans la Sierra-Madre-del-Sur mexicaine, les bouleversements exogènes intervenus dans l'économie rurale et qui créent un "poids démographique" : l'introduction de l'élevage extensif rejette hors de leurs terres traditionnelles des masses paysannes réduites ensuite à utiliser, en des zones moins hospitalières, des techniques de culture sur brûlis qui massacrent l'environnement (5).

Dans son dernier ouvrage, Hervé Kempf (6) relève des exemples montrant que "l'allégement démographique des régions rurales n'est pas toujours un soulagement", ajoutant : "Dans ce monde qui refuse d'être réduit à des slogans, la faible densité humaine n'est pas (...) synonyme de bonne santé des écosystèmes. Glissons sur l'Amazonie, où l'on recense moins de 3 habitants au kilomètre carré. Dans l'Himalaya indien, l'érosion empire parce que les terrasses des collines ne sont pas entretenues par les paysans qui sont partis à la ville." Ce ne sont pas davantage des "questions démographiques" qui sont en train de faire de la Thaïlande - à la "croissance" tant vantée - un colossal échec humain et écologique, mais un mode de production fondé sur le lucre, la spéculation à court terme, l'orientation effrénée vers l'extérieur (7). La Thaïlande, où une conception du "développement" sans égards pour la population a conduit une fraction importante des ruraux à s'agglutiner à Bangkok, mégapole devenue invivable. Démographie ? Ou urbanisation absurde ?

De manière paradoxale, l'adhésion à ce "modèle" peut provoquer des alliances tactiques contre nature. Dans son livre consacré à la Banque mondiale, Bruce Rich écrit, au sujet de la conférence de Rio-de-Janeiro : "La population (...) fut un non-sujet lors des réunions officielles, en raison des pressions du Vatican et des pays en voie de développement, aussi bien que de celles des Etats-Unis. Nations pauvres et riches avaient intérêt à esquiver le problème, car il ne concernait pas seulement les conséquences de la croissance démographique dans les pays en voie de développement, mais aussi l'impact, beaucoup plus important, de la croissance de la population du Nord sur les ressources de la Terre. Chaque nouvel habitant des Etats-Unis contribue six fois plus au réchauffement de la planète qu'un Mexicain ; et

la contribution d'un Canadien équivaut à celle de 190 Indonésiens (8) ." Les Américains - gouvernement et fondations diverses - n'ont-ils pas pourtant, depuis des lustres, fait campagne pour un contrôle mondial de la démographie ? Mais sans doute l'explication de Bruce Rich est-elle fondée : débattre publiquement à Rio de cette question eût abouti à l'ouverture des dossiers sur les responsabilités du Nord en matière de pollution (et sur celles des classes dirigeantes du Sud, friandes de croissance), à relativiser celles des masses déshéritées, et donc à débattre de l'essence du développement.

Il reste qu'il y a concomitance entre les diverses révolutions contemporaines - scientifique, sociale (la place du travail dans les sociétés riches), stratégique, idéologique (l'évaporation du communisme), économique (la mondialisation de la puissance et de l'échange, l'usage de l'espace), etc. - et l'explosion démographique. Cette dernière révolution a déjà eu lieu mais, n'étant pas de celles qu'un coup d'Etat balaie, elle va, pendant longtemps, faire sentir ses ondes de choc. Est-ce être pessimiste ou réaliste que s'inquiéter des conditions dans lesquelles s'amorce la lente transition ?

Le dessin de la courbe est connu. Après des dizaines de milliers d'années de stabilité toute relative, un décollage se produit au dix-huitième siècle, suivi d'un emballement prodigieux à la moitié du vingtième siècle : hier. Nous sommes désormais autour des 5,5 milliards d'êtres humains. Il a fallu attendre cent ans (1830-1930) pour atteindre les 2 milliards, seulement trente ans ensuite pour atteindre les 3 milliards, quinze ans pour toucher au quatrième milliard (9). Il est fort probable que la Terre abritera 8,5 milliards d'êtres humains en 2030, 10 milliards en 2050, une stabilisation se produisant ensuite. Faut-il pour autant annoncer invasions, apocalypses en tout genre, préconiser - sans en dire les moyens ! - un retour au niveau "souhaitable" de 2 milliards, voire de 500 millions (10) ?

Au nom de principes éthiques éternels, en fait enracinés dans une culture précise, le Vatican s'évertue à faire campagne contre l'usage de moyens "artificiels" de contrôle des naissances. Il serait pour le moins aventureux de conclure que le débat est clos dans l'Eglise catholique. Dans une remarquable étude s'inspirant notamment de travaux de chrétiens allemands, la commission française Justice et paix, présidée par Mgr Delaporte, note : "Freiner la fécondité dans certaines régions du monde est (...) une attitude de prudence, non pour le sort de la génération qui vient, laquelle est déjà née, mais pour celles qui suivront." Et d'insister sur la nécessaire prise en compte du niveau social de l'éthique : "Le problème de la nature de la fécondité mondiale n'est pas justiciable des normes et critères de la morale sexuelle individuelle ; c'est un chapitre de la doctrine sociale trop rarement encore traité comme tel (11) ."

Niveau social, niveau mondial. Car c'est toute l'humanité qui doit affronter un double défi : "digérer" immédiatement la révolution démographique qui a eu lieu, et faire en sorte, par des moyens respectueux des droits de l'homme et des cultures, que ses "suites" soient effectivement mises sous contrôle. Or le temps presse, dans tous les domaines.

Se pose tout d'abord, parmi les problèmes relevant de l'immédiat, celui des fantastiques disparités. En 1991, souligne le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 84,7% du produit mondial étaient accaparés par le cinquième le plus riche de la population, contre 1,4% pour le cinquième le plus pauvre : s'il existe des classes moyennes dans tel ou tel pays, un tel phénomène social n'a certes aucune réalité à l'échelle planétaire... (12). Ce produit a été multiplié par sept en cinquante ans, la

population a doublé pendant ce temps, les parts du festin sont de moins en moins justement réparties. La faim fait des ravages (touchant 800 millions de personnes), quand la nourriture disponible suffit, en théorie, à nourrir convenablement tous les êtres humains : énorme consommation dans le Nord, accès très inégalitaire dans le Sud, ravages causés par des politiques erronées et des conflits, dépendance accrue de nombreux pays à l'égard de l'extérieur (de 1970 - indice 100 - à 1990, le coefficient de dépendance est passé à 855 pour l'Ethiopie, à 364 pour Haïti, 156 pour le Soudan, etc.)... Le système est malade. Et le scandale contemporain risque de ne pas faciliter la résolution des problèmes de demain : "Nourrir convenablement le monde nécessite d'ici là [le milieu du siècle prochain] un triplement de la production des denrées alimentaires. Or les ressources nécessaires à une exploitation agricole durable sont en diminution (13) ."

Désertification, déforestation, épuisement et pollution des sols (pas seulement dans le Sud) - qui ne sont dus, quand ils le sont, que de façon seconde à la pression démographique - s'ajoutent au manque croissant d'eau : "Le volume d'eau disponible par habitant dans le monde n'atteint plus aujourd'hui que le tiers du niveau de 1970." Un problème, parmi d'autres, susceptible de peser lourdement sur la Chine, qui se dirige à grands pas, dans le tourbillon d'un "développement" incertain, vers une crise écologique sans précédent dans l'Histoire (13).

Cependant que, au Nord comme au Sud, au nom des impératifs commerciaux et de la "défense nationale", des choix déments se multiplient : les sommes destinées à l'achat par la Chine à la Russie de vingt-six avions de combat auraient permis l'alimentation en eau potable pendant un an de "140 des 200 millions de personnes qui n'en disposent pas actuellement" ; les crédits dépensés par le Pakistan pour payer vingt-trois avions de guerre français auraient permis d'alimenter en eau potable pendant deux ans "la totalité des 55 millions de personnes" qui en sont privées, de financer les services de contrôle des naissances pour 20 millions de Pakistanaïes, les médicaments de première urgence pour 13 millions d'autres, et de fournir un enseignement élémentaire à 12 millions d'enfants (14).

Gigantesque échec de l'urbanisation

AUTRE phénomène gigantesque dont nul ne peut prévoir les effets : l'urbanisation. Celle de l'Asie, déjà imposante et qui est un échec humain quasi généralisé, n'en est qu'à ses débuts (15). Les perspectives ne sont pas plus brillantes ailleurs et, dans ce domaine aussi, se mêlent inextricablement questions démographiques et mode de gestion socioéconomique. Dans son "Programme écologique de gouvernement", le Parti des travailleurs du Brésil écrit : "Conséquence du processus accéléré d'industrialisation, le choix d'une politique de monoculture extensive et de grandes concentrations des terres a entraîné un exode rural massif (40 millions de travailleurs déplacés en vingt ans, soit 40% de la population dans les grandes villes et les régions métropolitaines, 30% dans les petites villes de moins de 80 000 habitants, et 30% dans la zone rurale). Les conflits pour l'amélioration des conditions de vie se sont donc déplacés et amplifiés, et les différents écosystèmes brésiliens ont été profondément dégradés (16) ."

Partout, de nouveaux modes d'organisation et de protection sociales devront être inventés, puisqu'il n'y a aucun précédent à une telle situation. Cela vaut d'abord pour le tiers-monde, qui a connu une mutation, alors que le Nord avait étalé son évolution sur plusieurs siècles : état sanitaire et médical, allongement de la durée de vie, forte baisse de la mortalité, etc. Dans ces conditions, raisonner en termes

généraux (tant ou tant de milliards d'humains) n'a guère de sens. Il faut aussi prendre en compte la pyramide des âges de ces masses, présentes et à venir. Des centaines de millions de jeunes en quête d'emploi... Et, problème tout aussi délicat, des centaines de millions de personnes âgées vivant, en très grand nombre, dans les villes, hors du "cocon" familial traditionnel. En Chine, par exemple, plus de 120 millions de personnes seront dans cette situation dans moins de dix ans (17).

La longue liste des défis certains et des drames potentiels est établie. Est-ce l'ampleur de la tâche qui l'évacue des discours et des pratiques politiques ? Ou, en dépit de toutes les études, de tous les avertissements, la foi en le cours actuel aveugle-t-elle à ce point qu'elle scelle jusqu'aux plus criantes évidences ? Prix Nobel 1992, professeur à l'université de Chicago, M. Gary S. Becker titre ainsi un article dans Business Week : "Désamorçons la bombe de la population grâce aux libres marchés (18)". Un monde sépare ce slogan de l'analyse que fait une grande actrice indienne de la recherche sur le développement. Pour Mme Vandana Shiva, réfléchissant sur "l'approche durable de l'agriculture" , sur le pouvoir des transnationales, sur les liens entre producteurs et consommateurs, et sur les équilibres au sein de la société, "prétendre que l'augmentation du commerce des denrées agricoles" pourrait contribuer à bâtir un avenir démocratique "relève de la mystification (19) " .

Une mystification parmi d'autres, dans la logique d'une pratique fondée sur l'hyperproductivisme, la concurrence, le profit à court terme et, en dépit de vertueuses homélies, sur le refus de la démocratie. La population serait une "bombe" aux dangers tout relatifs si son "explosion" ne se produisait, précisément, à l'époque à laquelle s'emballe, sans contre-pouvoir social et politique organisé digne de ce nom, la machine à produire de "l'économie barbare (20) " . Ce qui permet au très libéral magazine britannique de saluer l'avènement de "1 milliard de consommateurs en Asie (21) "

...

Quand on peut s'interroger sur le bien-fondé de la richesse du Nord, et sur sa capacité à organiser en son sein un minimum de justice ; quand, à l'évidence, les classes dirigeantes des pays riches et de ceux du Sud ne cherchent qu'à renforcer leur sainte alliance contre les déshérités vivant sous tous les climats ; quand, contre toute vérité, le bourrage de crâne s'amplifie sur les vertus du cours actuel, comment, à propos de la question démographique, ne pas souligner la nécessité d'opter en faveur d'une "culture de la frugalité (22) " ? Une révolution ? Assurément. La seule, peut-être, qui permettrait de sortir du sous-développement éthique planétaire.